



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CETAL

7 allée des Aulnes
Parc de Haye
54840 Bois-De-Haye

Références : 2026_0332
Code AIOT : 0006206593

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement CETAL implanté 7, allée des Aulnes Z.A. Parc de Haye 54840 Bois-de-Haye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CETAL
- 7, allée des Aulnes Z.A. Parc de Haye 54840 Bois-de-Haye
- Code AIOT : 0006206593
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Atelier de fabrication de structures métalliques en aluminium, comportant une installation de traitement de surfaces et de thermolaquage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	classement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 3	Sans objet
2	foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 17	Sans objet
3	installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
5	bilan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 68	Sans objet
6	rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 40	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation a fait l'objet d'un contrôle quant au suivi et à la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que le suivi des installations électriques. Il n'a pas été mis en évidence de non conformités particulières.

D'un point de vue administratif, le titre d'exploitation de l'installation, à savoir l'arrêté préfectoral d'autorisation 2005-444 du 23/07/2008 requiert une mise à jour pour refléter la réalité de son classement vis-à-vis de la nomenclature des installations classées qui a évolué depuis 2008, mais également pour mettre en cohérence certaines prescriptions techniques (eaux pluviales).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 3			
Thème(s) : Situation administrative, classement			
Prescription contrôlée :			
Article 3 liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
2565-2-a	Traitement des métaux et matières plastiques pour le	[...] volume total des cuves	A

	dégraissage, le décapage [...] le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres	43 000 L	
2940-3-a	Application de vernis, peinture [...] la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 200 kg/j	deux cabines [...] pour une quantité maximale de 300 kg/j	A

Constats :

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2005-444 du 23/07/2008, or depuis cette date,

> la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a évolué, en particulier par la création d'un régime d'enregistrement pour les activités de traitement de surface (2565) et d'application de vernis (2940) qui sont exercées au sein de l'installation ;

> l'installation a fait l'objet d'une extension de l'atelier de montage, qui a été qualifiée de notable mais non substantielle par le Préfet dans son courrier du 15/05/2017, lequel s'appuyait sur un rapport d'instruction de l'inspection en date du 21/04/2017, et qui en particulier consistait en la mise en œuvre de 3 nouvelles activités relevant au regard de leurs capacités du régime de la déclaration, à savoir combustion (2910), travail mécanique des métaux (2560) et gaz inflammables liquéfiés (4718). Cette modification du classement de l'installation, si elle a été actée par le courrier préfectoral du 15/05/2017, n'a en définitive jamais été traduite par un acte administratif. Par ailleurs, l'installation relève désormais d'un classement au titre de la rubrique IED 3260 (traitement de surface), ce classement a été acté par courrier préfectoral du 15/05/2017. De ce fait, l'établissement n'est plus visé par la rubrique 2565 puisque les activités visées par un classement 3260 sont exclues de cette rubrique.

L'exploitant a précisé lors de la visite que la capacité des installations exploitées n'avait pas évolué depuis 2017, si bien que le classement de l'installation est désormais le suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime ⁽¹⁾
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un	Volume des cuves : 43 m ³	A

	plastiques par un p r o c é d é électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes		
2940-3-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque [...] 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 200 kg/ j	2 cabines quantité maximale 300 kg/j	E
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...]La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations [...] étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	1 cuve de propane d'une capacité de 12 t	DC

2560-b-2	<p>Travail mécanique des métaux et alliages [...]</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW</p>	<p>puissance totale des machines</p> <p>308 kW</p>	DC
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770 [...]</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>Puissance thermique maximale :</p> <p>2,253 MW</p>	DC

L'inspection propose d'acter ce classement par arrêté préfectoral, une proposition est faite en annexe à ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 17

Thème(s) : Autre, foudre

Prescription contrôlée :

<p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une analyse du risque foudre de son installation, consécutivement à l'extension de ses activités par l'agrandissement de l'atelier de montage en 2017. L'exploitant a présenté le rapport de cette analyse, daté du 31/05/2021, laquelle analyse du risque foudre conclu qu'aucun équipement de l'installation ne requiert la mise en œuvre d'un équipement de protection direct ou indirect contre la foudre. Aussi n'a-t-il pas fait réaliser d'étude technique foudre.</p> <p>Depuis la réalisation de l'analyse du risque foudre, l'installation n'a pas connu d'évolution substantielle.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Autre, installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. Les installations électriques [...] sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté plusieurs éléments relatif à la vérification de ses installations électriques, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> > un rapport de vérification Q18 en date du 24/05/2025, par lequel le contrôleur atteste que l'installation électrique de l'établissement ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion ; > un rapport de vérification Q19 (thermographie) en date du 06/05/2025, dans lequel le contrôleur conclut que l'installation électrique de l'établissement présente un risque faible en

l'absence d'anomalies détectées. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Autre, moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une série de rapports de vérifications visant à justifier de l'entretien des moyens de lutte qui équipent le site. Il s'agit en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> > des rapports du 13/02/2026, visant la vérification des extincteurs, des RIA et des alarmes incendie équipant le site ; > du rapport du 26/02/2026, visant la vérification des équipements de désenfumage ; > du rapport du 25/02/2026, visant la maintenance de la porte coupe feu. <p>La prescription, en ce qui concerne l'entretien des moyens est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : bilan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 68
Thème(s) : Autre, bilan de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de l'année suivante un bilan annuel de la surveillance et des mesures de surveillance des différents émissions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son bilan de surveillance pour l'année 2025. L'exploitant y a retranscrit les</p>

résultats de la surveillance des rejets atmosphériques de ses bains de traitement, ses consommations d'eau, les déchets qu'il a générés ainsi que le suivi des eaux pluviales de son installation. Les résultats de surveillance n'appellent pas de remarques particulières, à l'exception du suivi des eaux pluviales, qui fait l'objet du point de contrôle suivant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 40

Thème(s) : Autre, qualité

Prescription contrôlée :

Article 40 : valeurs limites de rejet des eaux pluviales

40.1 eaux pluviales collectées sur les voiries :

Les rejets devront respecter les prescriptions suivantes

> MES : 30 mg/L

> DCO : 150 mgO₂/L

> HCT : 1 mg/L

40.2 eaux pluviales collectées sur les toitures :

> Fluor : 15 mg/L

Constats :

Les rejets d'eaux pluviales de voirie ont fait l'objet d'un prélèvement/analyse le 10/12/2025, qui a mis en évidence une non conformité pour le paramètre MES, mesuré à 42 pour une valeur limite de 30 mg/L. Les autres paramètres visés par la prescription étaient conformes pour ce prélèvement, que ce soit les eaux de voiries ou les eaux de toitures concernées par le fluor. D'une manière générale, les rejets d'eau pluviales de l'établissement n'ont pas été concernés par des non conformités de qualité au cours des analyses effectuées depuis au moins 2022. Ce point avait été contrôlé lors de la visite d'inspection du 31/03/2025.

L'exploitant a présenté des éléments visant à justifier du bon entretien des dispositifs de traitement des eaux pluviales, en particulier, un bon de suivi de des déchets générés par le dernier nettoyage annuel du déboureur qui a eu lieu le 28/10/2025 (2t de déchets générés).

L'exploitant a précisé qu'au regard des teneurs mesurées sur l'échantillon vis-à-vis de la DCO (mesurée à 35mg/L) et des hydrocarbures (mesurés à 0,06 mg/L) cette non conformité n'était pas liée à une pollution organique.

L'exploitant a fait savoir que la valeur limite qui lui est prescrite visant ce paramètre est particulièrement faible et éloignée de l'objectif de prévenir les pollutions liées à son activité industrielle.

Les eaux pluviales sont rejetées après traitement au milieu naturel (fossé), aussi l'installation qui relève du régime de l'autorisation, voit-elle ces rejets aqueux réglementés par l'arrêté ministériel du 02/02/1998, lequel prescrit dans son article 32 que :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé :

(...) Matières en suspension 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà,

DBO₅ (sur effluent non décanté) 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de

*l'environnement, 30 mg/l au-delà,
DCO (sur effluent non décanté) 300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j,
ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de
l'environnement, 125 mg/l au-delà.[...] »*

Il apparaît ainsi que :

> les rejets d'eaux pluviales de voiries de l'installation respectent la valeur limite d'émission prescrite à l'article 32.1 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 en ce qui concerne les MES et la DCO

;

> les rejets d'eaux pluviales de voirie de l'installation n'ont pas fait l'objet d'une mesure de la concentration en DBO5, aussi l'inspection ne peut-elle pas juger de leur conformité totale, vis-à-vis de l'article 32.1 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ;

> les valeurs limites de rejets concernant les eaux pluviales qui sont prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation appellent une modification de celui-ci, une proposition est faite en annexe à ce rapport, visant à substituer les valeurs actuelles par celles de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

Type de suites proposées : Sans suite